

## **Union économique et monétaire : les efforts du Parlement européen pour une approche plus européenne**

*RTBF info, Sylvie Goulard, 14 octobre 2011*

**La gouvernance économique européenne est sur les rails. Pour Sylvie Goulard, rapporteur d'une partie des textes qui fondent cette gouvernance, c'est une bonne chose. L'économie européenne s'en trouve renforcée, la démocratie aussi.**

Dans le brouhaha de la "crise", il est des événements qui ne bénéficient pas de l'attention qu'ils méritent. Le 28 septembre dernier, le Parlement européen a adopté les six textes de réforme de la "gouvernance économique" européenne, mettant ainsi un terme à un an d'âpres négociations. Le Parlement européen a été associé à la réforme des règles qui s'appliquent à l'euro, sur un pied d'égalité avec le Conseil. Son principal souci a été de s'assurer, par la mise en place de procédures de surveillance effective, que les finances publiques seront soigneusement gérées à l'avenir. Car la surveillance mutuelle a échoué. Trop laxistes et complaisants, les Etats ont enfreint les règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées dans l'intérêt de tous. Aujourd'hui, la tendance au repli des nations nuit à l'intérêt général européen. Elle nuit aussi à nos intérêts nationaux en obérant l'avenir de nos enfants.

Le "paquet" adopté le mois dernier n'est qu'un premier pas. Mais ces textes ont le mérite d'avoir été débattus démocratiquement et, grâce à la persévérance des parlementaires européens, de créer des procédures plus équitables et plus démocratiques qui permettent le respect de la parole donnée.

### **Crédibiliser le Pacte de Stabilité et de Croissance**

A l'heure où la dette de plusieurs pays européens est devenue insoutenable, renforcer la discipline est une nécessité. Elle seule permettra de recréer la confiance entre les pays européens du "Nord" et du "Sud". Tirant les leçons de l'échec d'une surveillance mutuelle trop laxiste, le Parlement européen a donc tenu à crédibiliser le Pacte de Stabilité et de Croissance. A l'avenir, les nouvelles procédures rendront le marchandage entre États plus difficile.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dénoncer l'austérité qui serait imposée par ces mesures et les spirales négatives qu'entraînerait leur application. Mais les sanctions prévues sont graduelles et sont surtout conçues pour être dissuasives. Plutôt que de sanctionner une fois que le mal est fait, l'idée est de prévenir les dérapages en amont.

### **Détecter les déséquilibres macro-économiques**

L'expérience des dernières années, notamment en Espagne et en Irlande, nous a également appris qu'il ne suffit pas de surveiller les dérapages du déficit et de la

dette pour avoir une économie saine. Ces pays aujourd'hui dans la tourmente étaient il y a peu considérés comme de "bons élèves". Dans le passé, l'Union européenne a relativisé l'impact négatif de dérives telles que l'augmentation du poids de l'endettement privé, la baisse de la productivité ou encore les excès de rémunération au regard de la compétitivité ; elle a négligé les réformes structurelles nécessaires au soutien de la compétitivité et de l'emploi. Le Parlement européen a donc apporté son soutien résolu aux propositions de la Commission visant à doter l'Union d'un tableau de bord complet, via l'introduction d'une nouvelle procédure de détection des déséquilibres macro-économiques. Cette initiative devrait permettre de mieux prendre en compte à l'avenir les interdépendances et de favoriser la convergence des économies.

### **Démocratiser la "gouvernance de l'euro"**

Ce nouveau mode de pilotage commun, tout comme le renforcement de la discipline, ne pouvait se concevoir sans démocratisation. A quoi ressemblerait une Union européenne dont les décisions seraient prises dans l'opacité la plus totale par la Commission, qui n'est pas élue, ou même par 27 - voire 17 - chefs d'État et de gouvernement ne rendant collectivement de comptes à personne ? Parce que les économies européennes sont étroitement liées, la politique économique est une question d'intérêt commun. Les États ne peuvent pas fermer les yeux sur les répercussions de leurs décisions sur leurs partenaires. Le cloisonnement des débats nationaux empêche de prendre en compte les interdépendances ; un débat public transfrontière et transparent est donc nécessaire. Le Parlement européen peut en être le lieu. C'est pourquoi nous avons créé le "dialogue économique", qui comporte deux volets. A l'avenir, la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen pourra auditionner publiquement les responsables européens (Commission, Conseil des ministres et Conseil européen) sur ces questions. En outre, les États membres visés par des recommandations de la Commission auront la possibilité de venir expliquer publiquement leur position au Parlement européen. Par ailleurs, s'ils ne tiennent pas compte des signaux d'alarmes lancés par la Commission européenne, les États auront à s'en expliquer en public ; il en est fini du temps où des décisions économiques et sociales vitales se prenaient derrière des portes closes.

### **Avancer vers la création d'euro-obligations**

Enfin, le Parlement a souhaité lancer un débat sur les euro-obligations ; la Commission européenne devrait bientôt dévoiler un rapport en ce sens. Plus les États seraient vertueux, moins le coût de leur endettement serait élevé. Cet endettement conjoint, limité à une partie de la dette, pourrait donc être une solution pour inciter à un endettement plus responsable à l'avenir, une fois le calme revenu. Dans l'immédiat, ce pourrait être un signal positif contribuant à redonner confiance en l'avenir de l'euro. Par ailleurs, la mise en place d'euro-obligations permettrait enfin aux européens de profiter des atouts d'une devise mondiale. A l'heure actuelle, malgré leurs difficultés, ce sont toujours les États-Unis qui drainent l'essentiel de l'épargne du monde.

Le "paquet" voté il y a deux semaines est certes incomplet et, à certains égards, déjà dépassé vu les tous derniers développements. Il va falloir rapidement se remettre à l'ouvrage, dans un esprit d'unité.